

Dossier

1990 l'année internationale de l'alphabétisation

DÉFIS ET DILEMMES

Leslie J. LIMAGE

[Leslie J. Limage, auteur de l'article ci-après, est à l'UNESCO membre du Secrétariat pour l'Année Internationale de l'Alphabétisation.](#)

Depuis quarante ans, l'UNESCO est engagé dans la promotion de l'éducation considérée comme droit fondamental de l'homme. Les droits de lire et d'écrire sont inscrits dans de nombreuses chartes internationales et la communauté internationale appuie officiellement ces droits. Comment se fait-il qu'en 1990 il y ait au moins 965 millions d'adultes totalement analphabètes sur notre planète et plus de 130 millions d'enfants d'âge scolaire qui n'ont jamais fréquenté d'école ? Pourquoi dans tous les pays industrialisés où la scolarité est obligatoire depuis longtemps, des centaines de milliers de jeunes quittent-ils l'école chaque année sans certificat, sans diplôme ? Pourquoi cet échec du système ? La tendance est de blâmer la victime en parlant d'échec scolaire. Comment sommes-nous arrivés à ce constat et quels sont les défis qui nous concernent tous pendant l'Année Internationale de l'Alphabétisation 1990 ?

Rappelons d'abord les messages fondamentaux de l'Année :

- a) **la maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul** en tant que connaissances de bases sont primordiales pour la pleine participation de tous dans la société d'aujourd'hui.
- b) **chacun est concerné** par l'effort de promouvoir un monde entièrement lettré.

Ces messages sont particulièrement frappants ors que nous reconnaissons que depuis plus de 15 ans, aussi bien dans les pays en développement que dans les pays industrialisés, le secteur social en général et l'éducation en particulier ont souffert de la crise économique mondiale. Dans les deux groupes de pays, les budgets affectés à l'éducation formelle et aux adultes ont été sévèrement amputés. Le grand optimisme des années 60 et début 70 s'est dissipé. L'élan de démocratisation de l'éducation a peu à peu cédé la place à une critique particulière de l'école: *"L'école d'aujourd'hui n'est plus ce qu'elle était avant. Elle ne mérite plus notre confiance ni notre soutien. Revenons aux principes du passé. Le laxisme de l'école et des enfants d'aujourd'hui doit faire l'objet d'un scrutin constant."* Le rôle de la sélection par l'examen et l'orientation sont renforcés dans de nombreux pays industrialisés depuis 10 ans, situation opposée à celle des années 60. Dans ce climat, comment fait-on pour remettre à l'ordre du jour de nos décideurs politiques l'éducation en tant que droit fondamental de l'homme ?

L'enjeu numéro un : démystifier de débat

Pendant de nombreuses années l'UNESCO a soutenu des campagnes d'alphabétisation de masse surtout dans les pays en voie de développement. L'optimisme s'est dissipé quand il a été constaté que la plupart des pays n'avait ni l'engagement politique ni les ressources humaines et financières nécessaires pour réaliser de telles campagnes et pour la mise en place des infrastructures essentielles à une éducation continue et durable de tous ses citoyens. Prenant le pouls du climat international, l'UNESCO s'est replié sur des stratégies plus sélectives dites "d'alphabétisation fonctionnelle". Quand les apprenants dans ce type de programme se sont rendu compte que la seule "fonction ciblée par ces programmes était la productivité du secteur économique visé, ces expériences pilotes ont également échoué pour la plupart. Depuis 15 ans, l'UNESCO propose donc une réponse plus complexe à la promotion de l'alphabétisation dans le monde. On ne parle plus d'une seule voie ou modèle qui devrait être reproduit par chaque pays. Nous nous rendons compte que notre langage a été trop simpliste. Il n'y a pas une démarcation rigide entre analphabétisme et alphabétisme. Nos définitions devraient refléter la spécificité du contexte géographique, culturel et individuel dans lequel s'insère toute action éducative. Les définitions de l'alphabétisation doivent découler de situations réelles. Il n'existe pas de définition universelle utile.

Trop souvent les organisations internationales ont développé un langage opaque qui nous empêche de véhiculer un message complexe : le développement des compétences en lecture, écriture et calcul dure toute la vie. Il s'agit d'un processus qui peut commencer à n'importe quel âge dans la mesure où l'approche est adaptée à l'apprenant. Il n'y a pas d'âge "normal" qui, une fois dépassé, rend l'apprentissage plus difficile et l'individu qui n'a pas acquis ses connaissances à ce moment n'est pas un "échec". Tout un langage négatif découle d'une mauvaise compréhension du phénomène d'analphabétisme et du rôle de l'apprenant. On parle de l'échec scolaire de l'individu et non pas de l'adaptation des méthodes d'enseignement aux rythmes et aux préoccupations de l'individu. On parle de "l'analphabétisme de retour" en supposant que tout individu qui a passé par l'école, même brièvement, aurait acquis des connaissances de base qu'il a "perdues" ensuite, faute individuelle. En réalité il est plus juste de parler d'acquisition fragile de ces connaissances. Un examen objectif de ce qui se passe à l'école n'implique pas nécessairement la culpabilisation du système d'éducation formelle. Il permet plutôt à chacun des partenaires de l'école de prendre ses responsabilités : parents, enseignants, services sociaux, bibliothèques, décideurs politiques et ainsi de suite.

Ainsi, également il nous faut un langage positif pour mobiliser tous ces partenaires. Nous ne parlerons plus de "lutte contre l'analphabétisme" comme si le fait de ne pas maîtriser l'écrit ressemble à une maladie où un fléau social tel l'alcoolisme. Nous souhaitons parler plutôt de la promotion d'un monde entièrement lettré qui rend sa dignité à chacun et qui mobilise le soutien de toute la communauté.

Nous avons besoin des médias dans cet effort. Trop souvent, les médias de masse préfèrent le drame et le mélodrame. On préfère montrer les cas individuels, les témoignages émotifs de personnes qui auraient eu honte de leur état d' "analphabète". On suppose toucher le grand public avec ces messages simplistes. On croit que le grand public est incapable de comprendre une analyse plus complexe qui explique pourquoi certaines personnes n'ont pas encore maîtrisé l'écrit surtout dans nos sociétés industrialisées. En fait, le public est parfaitement capable de comprendre que l'alphabétisation de tous est une responsabilité collective ; que des personnes qui ne maîtrisent pas l'écrit sont comme chacun de nous. La plupart des adultes qui

se présentent pour des cours de perfectionnement de leurs connaissances de bases sont des personnes parfaitement intelligentes qui participent à des responsabilités familiales et économiques. Ces personnes savent pourquoi elles voudraient apprendre à lire et à écrire. Elles ont des projets personnels qui font en sorte qu'elles peuvent également participer au choix de méthodes les plus adaptées à leurs besoins. Elles ne sont que rarement des individus totalement démunis comme le présentent trop fréquemment les émissions à la télévision et parfois des groupes charitables bien intentionnés.

Une autre dimension qui nous rend perplexes dans cette Année Internationale de l'Alphabétisation est la demande constante des médias, des décideurs politiques et des organismes de bienfaisance pour des statistiques qui comparent des pays sur une échelle de réussite dans le domaine de l'alphabétisation. Il faudrait insister sur l'incomparabilité des statistiques existant sur le phénomène d'analphabétisme dans le monde. En ce qui concerne les statistiques présentées par l'Office des Statistiques de l'UNESCO, il faudrait préciser qu'elles sont basées sur des informations officielles fournies par les gouvernements de chaque pays. Elles ne sont pas établies selon des normes communes. Le plus souvent elles sont fournies selon les informations des recensements de la population dans les pays concernés. On connaît bien les limitations de ce type d'information. Par ailleurs, jusqu'à très récemment la grande majorité des pays industrialisés ne reconnaissaient pas l'existence de l'analphabétisme chez eux dans les instances internationales. Quasiment tous répondaient aux questionnaires de l'UNESCO que le problème n'existait pas. Quasiment tous informaient l'Office de Statistiques qu'il y avait moins de 5% d'analphabètes dans leur pays. Dans un sens, il est assez probable que le nombre de personnes sans la moindre connaissance de l'alphabet soit faible mais aucune étude nationale n'est encore assez fine pour nous le démontrer de façon convaincante. Même dans certains pays industrialisés qui sont très sensibilisés à l'importance de l'alphabétisation pour tous et qui agissent activement dans la promotion de l'accès aux connaissances, les méthodes de collectes de données ne permettent pas de chiffrer l'ampleur du besoin. Un seul exemple suffit à expliquer la complexité de cette situation. Si on veut se fier au recensement de la population avec un questionnaire plus adapté, on trouve souvent qu'il coûte trop cher pour recenser des populations trop dispersées. Ainsi on néglige un volet essentiel de la population pour des raisons économiques.

Enjeu numéro deux : relever le défi

Dans ce contexte complexe, qu'importe-t-il de faire ? Faut-il baisser les bras jusqu'à ce que nous disposions de statistiques fiables ? Faut-il attendre une conjoncture économique plus positive ? Voici le dilemme de l'Année Internationale de l'Alphabétisation. On veut que cette année soit un appel à l'action et non pas une simple célébration. Par ailleurs il faut transformer en action soutenue tout cet intérêt suscité. Si nous acceptons une définition plus complexe de l'alphabétisation comme je le suggère, nous ne pouvons plus parler d'éliminer l'analphabétisme d'ici l'an 2000. Il faudrait s'engager à promouvoir différentes conceptions de l'alphabétisation de façon continue. Chaque individu aura des besoins différents et changeants au cours de sa vie. Il faudrait des structures souples mais durables qui nous permettent d'y répondre.

La leçon principale que nous pourrions tirer de plus de 40 ans d'expérience dans le domaine de l'alphabétisation à l'UNESCO est la suivante : toute initiative en matière d'éducation formelle ou d'alphabétisation des adultes dépend pour son succès de trois facteurs :

- un engagement politique de plus haut niveau,
- la mobilisation des ressources financières et humaines nécessaires,
- une vraie participation populaire.

Un engagement politique de haut niveau signifie que l'éducation est avant tout une responsabilité publique et des gouvernements devraient lui accorder une priorité absolue. La mobilisation de ressources signifie que les gouvernements doivent trouver les moyens de remettre le secteur social de nouveau à l'ordre du jour avec un engagement plus important que par le passé. La participation populaire signifie que l'alphabétisation est l'affaire de tous. Une fois pris l'engagement du secteur public, il y a un rôle pour tous les partenaires : initiatives privées et bénévoles, partenariats avec les entreprises et les syndicats, la presse, la télévision et les autres médias, et bien entendu, coopération internationale.

Il n'est pas nécessaire de partager la même notion d'alphabétisation ni accorder la même priorité à l'emploi des langues maternelles, officielles ou dominantes dans les écoles ou les programmes d'alphabétisation d'adultes. L'expérience internationale continuera de fournir une diversité d'options pouvant être adaptées à des contextes spécifiques. L'interdépendance du monde actuel exige d'être mieux en mesure de communiquer. Cette communication doit passer dans tous les sens, non seulement du Nord au Sud mais également du Sud au Nord et entre régions. Il n'est pas plus noble d'être analphabète dans un pays industrialisé que dans un pays en voie de développement. Nous pouvons et nous devons trouver un langage commun afin d'améliorer la qualité de notre communication. L'alphabétisation et l'apprentissage d'autres langues sont des éléments clés qui assurent la qualité de cette communication dans un monde de plus en plus interdépendant.

Leslie J. LIMAGE